

Un soutien financier qui étonne !

L'entreprise VR Systems établie à Delémont a fait faillite. 55 employés vont être licenciés. Leur salaire de novembre sera versé, mais rien de plus. Aucun plan social ne sera mis en place. Ce jour, la député Maria Lorenzo Fleury a posé une question orale relative à cet objet.

Dans sa réponse, le Ministre de l'Economie a confirmé deux informations dont nous avons déjà pu prendre connaissance dans la presse.

Une première décision du Département de l'Economie, que nous saluons, est d'avoir mandaté le service public de l'emploi pour venir en aide aux 55 personnes licenciées pour la recherche d'un nouvel emploi.

La seconde information nous est davantage sujette à caution.

Le même investisseur envisage de reprendre des activités dans le même domaine, avec moins d'employés, en créant une nouvelle société. Le Bureau du développement économique envisage très sérieusement de proposer au Gouvernement de soutenir à travers les possibilités offertes par la promotion économique cette nouvelle société.

Nous comprenons mal. Pour créer sa nouvelle société, l'investisseur utilisera des fonds qu'il se refuse à mettre dans un plan social. Le Canton et les collectivités publiques prennent le relais immédiatement et viennent en aide à ces employés, financièrement aussi, ne serait-ce qu'à travers la caisse du chômage. Il y a pour le moins un malaise.

Un employeur déclare sa société en faillite et jette à la rue 55 personnes sans aucun plan social. La faillite n'est pas encore effective, qu'il prévoit déjà de créer une nouvelle société avec dix ou quinze collaborateurs dans le meilleur des cas. Et l'Etat est prêt à le financer. Même au nom de la promotion économique et de la création d'emplois, on comprend mal que l'on annonce spontanément un soutien à un investisseur qui au final supprime 40 à 45 emplois.

Aussi nous demandons au Gouvernement de nous faire part de son argumentation pouvant justifier une promesse de soutien si rapide à un employeur défaillant socialement, qui, avant de créer des emplois, en détruit de nombreux sans assumer la moindre responsabilité quant à l'avenir de ses anciens collaborateurs ?

Delémont, le 26 novembre 2008

Groupe CS-POP/VERTS
Rémy Meury

E. Hennequin

Wald

R. Meury

[Signature]